



Édito

Les APE pour étrangler l'Afrique

Tafta, Ceta, Tisa (Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement, accord économique et commercial global, accord sur le commerce des services), APE, sous ces acronymes barbares se cachent des politiques économiques... barbares. Elles ont toutes un point commun, casser les barrières réglementaires pour améliorer la rentabilité des multinationales.

Les accords de partenariat économique (APE), à l'initiative l'Union européenne, visent un seul objectif : faire du continent africain un immense territoire où pourront se déployer sans aucune entrave les produits et services des multinationales européennes. C'est donc une véritable machine de guerre libérale qui aura des conséquences dramatiques sur l'économie des pays africains : pas seulement à cause du manque à gagner des rentrées douanières qui s'élève, selon les pays, de 10 à 15 % mais surtout parce que c'est un véritable rouleau compresseur qui va s'abattre sur les petites et moyenne entreprises. En d'autre termes, les APE vont détruire le tissu économique des pays africains et renforcer la division internationale du travail qui veut que l'Afrique soit cantonnée à une immense réserve naturelle dans laquelle les multinationales peuvent puiser avec la complicité des tyrans africains, sans que la population en bénéficie, sauf quand il s'agit de supporter les conséquences écologiques des pollutions.

Quand il s'agit d'économie, de marchandises et de capital, les dirigeants occidentaux n'ont que le mot liberté à la bouche. Par contre, quand il s'agit d'hommes et de femmes, ces mêmes défenseurs de la liberté renforcent les frontières, quitte à ce que des milliers de personnes perdent la vie lors de leur tentative d'exil.

Pour notre part, nous proposons de faire exactement l'inverse : protéger l'économie des pays africains pour développer une économie coopérative capable de répondre aux besoins sociaux des populations et ouvrir les frontières pour que chacun puisse bénéficier des échanges entre les peuples.

Paul Martial

S O M M A I R E

Edito

Les APE pour étrangler l'Afrique

Brèves

RDC - Centrafrique
Gabon - Mauritanie

Nouvelles du Continent

Retour sur le Mali
Djihadisme et capitalisme

Françafrique

Tchad : Interview d'Éric Hervé Pando

Dossier Burkina Faso

Quand le peuple dit non !
Interview de Lila Chouli
Interview d'Humanist de Balai citoyen
Interview de Bruno Jaffré

Culture

Livre : Exterminez toutes ces brutes !

RDC : coup d'éclat de la société civile



Les grandes manœuvres dans le camp présidentiel commencent dans le but de changer la constitution afin que Joseph Kabila puisse briguer un troisième mandat. A l'initiative de l'organisation « la voix des sans-voix », la société civile organise la mobilisation contre ce coup d'état constitutionnel. Mais ce qui s'est passé au Burkina Faso devrait (en théorie) faire réfléchir plus d'un apprenti dictateur alors à bon entendeur...

<http://www.afriquesenlutte.org/afrique-centrale/congo-kinshasa/article/rdc-une-trentaine-d-associations>

CENTRAFRIQUE: Comprendre l' (ir)responsabilité de la France

Le soutien de la France à tous les dictateurs qui ont défilé à Bangui a détruit le pays par leur politique népotiste, tribale et de corruption. Mais la France n'a pas que soutenu les dictateurs elle les a aussi démis lorsque ces intérêts étaient en jeu et parfois dirigé le pays directement.

<http://www.afriquesenlutte.org/afrique-centrale/centrafrique/article/centrafrique-la-responsabilite>

Gabon : Firmin Olo, toujours détenu

Leader du mouvement étudiant, Le pouvoir gabonais l'a emprisonné lors du mouvement qui

s'est déroulé à l'Université Omar Bongo en juillet. Depuis OpenOffice.org est toujours en prison dans l'attente de la fin de l'enquête qui prend tout son temps. Il n'y a pas que l'enquête qui piétine, les droits de Firmin le sont aussi !



<http://www.afriquesenlutte.org/afrique-centrale/gabon/article/gabon-me-naomie-assoumou-pour-l>

MAURITANIE: contre les pratiques esclavagistes



L' Union des Forces du Progrès dans une déclaration s'est de nouveau opposée aux pratiques esclavagistes en Mauritanie et demande la révocation dans le gouvernement mais aussi dans la haute l'administration, des hauts fonctionnaires qui se font complices de ces crimes abjectes.

<http://www.afriquesenlutte.org/afrique-du-nord/mauritanie-55/article/mauritanie-ufp-resolution-sur-l-4589>

MALI: Dernières nouvelles du Pays

Les interventions militaires, on sait quand ça commence, mais on sait rarement quand (et dans quelles conditions) ça se termine. C'est particulièrement vrai pour l'intervention française au Mali - et plus largement au Sahel - qui a officiellement commencée en janvier 2013 avec l'opération « Serval ». Entre-temps, elle a changé de nom pour devenir l'opération « Barkhane », mais aussi de siège : son Quartier général est implanté à N'Djamena, la capitale tchadienne, depuis juillet 2014. Comparée à ce la situation qui prévalait il y a un an, elle a surtout aussi changé d'envergure.

Opérations françaises au Mali

A l'automne 2013, il fut encore annoncé que les troupes françaises allaient être réduite à 1.000 soldats, après un pic de 4.500 hommes qui avait été atteint pendant les premiers mois de la même année. Or, le nombre a de nouveau atteint les 3.000 hommes depuis le début de l'opération « Barkhane », puis est repassé à 4.000 pour la zone, depuis la mi-octobre 2014. Cette annonce a été faite le 14 octobre dernier par le général Jean

Pierre Bosser. Le journal **Le Monde** en date du 23 octobre parle, en évoquant les opérations successives « Serval » et « Barkhane », du « *plus*

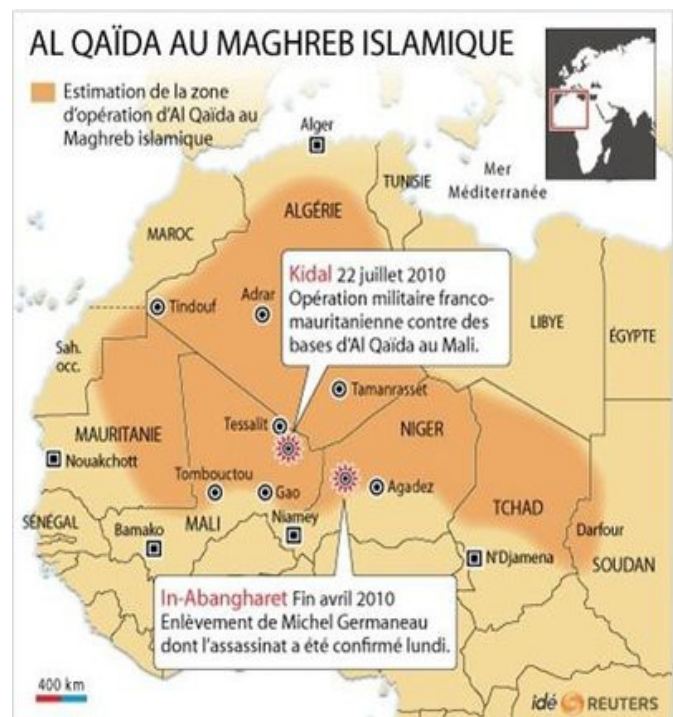
grand théâtre français depuis la Seconde guerre mondiale ». Un propos qui se réfère aux théâtres d'opération extérieurs, et qui n'est logiquement correct que si on ne décompte pas les guerres d'Indochine et d'Algérie... en considérant qu'elles se déroulaient, à l'époque, sur des territoires « français ».

En attendant, le 29 octobre 2014, un dixième soldat français a été tué depuis le début des opérations au Mali, il y a un an et demi. Thomas Dupuy est mort au combat dans l'Adrar des Ifoghas, une chaîne de montagnes désertiques proche de la frontière algérienne.

Des djihadistes toujours présents

Une partie, au moins, des djihadistes que l'armée française avait prétendu chasser du Nord du Mali y sont toujours présents. D'autres, en revanche, se trouvent plutôt dans le sud de la Libye où les groupes armés du Sahel ont pu trouver un ancrage, mais se déplacent à travers la région.

Le 03 octobre 2014, ce sont ainsi neuf soldats nigériens de la mission des Nations Unies pour le Mali, de la MINUSMA, qui ont été tués dans le nord du Mali. En septembre dernier, c'étaient dix soldats tchadiens. Entre fin mai et la mi-septembre 2014, au total 28 attaques armées émanant de groupes rebelles et/ou djihadistes contre la MINUSMA furent enregistrées au nord du Mali. Par ailleurs, le 23 septembre, on a appris qu'un Touareg dénommé Hama Ag-Sid Hamed, auparavant enlevé par des djihadistes – probablement par AQMI (« Al-Qaida au pays du Maghreb islamique ») – avait été tué. Ses ravisseurs lui avaient coupé la tête pour l'accrocher sur la place du marché de la petite ville de Zouera.



Négociations à Alger

Depuis le 1er septembre 2014, des négociations sont en cours à Alger où une quarantaine de délégués représentant l'État malien, mais aussi les « organisations de la société civile » et enfin les groupes armés se font face. A l'heure où ces lignes sont écrites, les négociations directes sont suspendues pour reprendre le 17 novembre. L'enjeu principal consiste à savoir si une autonomie sera accordée aux régions du nord du Mali, et si oui, sous quelles formes. Pour l'État central, mais aussi pour de larges pans de la société au centre comme au sud du Mali, un statut particulier du Nord (« autonome ») serait inacceptable ; sans même parler d'une séparation et d'une indépendance des régions du Nord. Les habitants-e-s du Sud argumentent, en général, que les problèmes économiques et sociaux, de pauvreté et de mal-développement se posent dans toutes les parties du pays, et non pas uniquement dans ses régions

situées au Nord. Sous certaines conditions, une décentralisation serait acceptable, mais avec des règles générales appliquées à l'ensemble des régions, et non pas un statut particulier uniquement pour le nord. Du côté des groupes armés, il existe différents intérêts. Les djihadistes ne sont pas directement assis à la table des négociations à Alger. Mais le HCUA (« Haut conseil pour l'unité de l'Azawad »), qui participe aux pourparlers, se coordonne avec eux ; il constitue la vitrine civile du mouvement islamiste malien Ansar ed-Din, dont le nom signifie « défenseurs de la religion ». Par ailleurs, le mouvement séparatiste mais non islamiste du MNLA (« Mouvement national de libération de l'Azawad »), soutenu par certains membres de la population Touareg, négocie sur ses propres bases. Mais à la fin août 14, les groupes touareg (MNLA) et djihadistes s'étaient coordonnés à Ouagadougou, pour décider qu'ils ne parleront « que d'une seule voix ». Le choix de la capitale burkinabè n'est pas dû au hasard : c'était la ville où le MNLA possédait sa principale base arrière. Base dont il risque cependant d'être privé désormais, après la chute de Blaise Compaoré en fin octobre 2014. Le renversement du président Compaoré lui fait en effet perdre un soutien de taille, ce pilier de la FrancAfrique ayant en effet longtemps apporté un soutien décisif aux dirigeants du MNLA. Les séparatistes du MNLA utilisent un langage de « libération nationale », rappelant le vocabulaire de mouvements anticolonialistes et souvent progressistes par le passé. Cependant, la réalité est plus complexe. Le principal enjeu pour les groupes armés, tels qu'ils existent, est de voir aménagée une zone, dans le nord du Mali, qui échappe au contrôle de l'État central malien. L'intérêt étant de maintenir ou de développer, sans être « dérangés », les trafics divers qui prospèrent dans la zone saharienne : certaines des principales routes mondiales de la drogue (pour le transport de la Cocaine de l'Amérique du Sud, arrivant par les ports de la Guinée-Conakry ou de la Guinée-Bissau, avant de partir vers l'Europe) passent par là. Mais aussi des trafics d'armes, de cigarettes, d'otages, et de plus en plus de migrant-e-s placés – bien malgré eux et elles - sous l'emprise de cartels de « passeurs ».

L'État malien avait fait comprendre, au cours de l'été, qu'il pouvait être prêt à intégrer une partie des troupes du MNLA dans les organes de l'État et notamment dans l'armée. Le MNLA a revendiqué, en réponse, l'intégration de 3.000 de ses hommes dans les rangs de l'armée et l'attribution de 100 postes de généraux (ce qui nécessiterait le doublement des postes actuellement disponibles). Si le chiffre fera sans aucun doute l'objet de négociations – à la baisse -, le principe même pourrait éventuellement

faire l'objet d'un accord.

Toujours est-il qu'un tel mécanisme pourrait être accompagné de différentes modalités. Ainsi, les groupes armés eux-mêmes souhaiteraient disposer de leurs propres unités dans l'armée, formées à partir de leurs combattants, qui contrôlèrent de larges parties du Nord qui seraient sous leur propre responsabilité. Cela équivaudrait peu ou prou à la situation qui prévalait suite aux accords d'Alger de 2006, conclue avec une rébellion précédente du Nord-Mali, et jusqu'à la crise aiguë de 2011/2012. Sachant que certaines unités entières de l'armée avaient alors rejoint le MNLA, avec armes et bagages. Certain-e-s observateurs dans le sud seraient, au contraire, pour accepter l'intégration de combattants du MNLA dans l'armée malienne... mais à condition qu'ils soient ensuite répartis sur le reste du territoire national, en pratiquant un « mix » des troupes à travers le pays.

Par ailleurs, le gouvernement central a déclaré que le principe même de l'« unité de la République » et son caractère laïque – les deux étant inscrits dans la Constitution – étaient intouchables, c'est-à-dire « non négociables ». Ce dernier point est, bien sûr, contesté par les groupes islamistes et djihadistes.

Le Mali, l'économie et le FMI

En attendant, la situation financière de l'État malien s'est quelque peu améliorée depuis la fin septembre dernière. A cette date, le FMI (Fonds monétaire international) a repris sa coopération avec le gouvernement malien, qui reste malheureusement toujours autant dépendant de crédits extérieurs, puisque le pays occupe une place très défavorable dans la division du travail internationale du capitalisme.

Ainsi, sur l'une de ses principales richesses, l'or, l'État malien touche aux maximum 15 % sur les bénéfices d'exportation des groupes capitalistes qui l'exploitent (européens, canadien, sud-africains...). La plupart des biens exportés par le Mali ne subissent aucune transformation sur place, la plus-value résultant de la transformation étant réalisée ailleurs. Pendant la première décennie après l'indépendance de 1960, le gouvernement de Modibo Keita – renversé par l'armée en novembre 1968 – avait tenté d'y remédier, en substituant les produits d'une économie nationale aux importations (et aux exportations de bien non transformés). Or, après le putsch de fin 1968, la plupart des « expériences socialistes » ont été arrêtées et leurs résultats détruits. Il restait un certain nombre d'entreprises nationales, parfois productives comme la Huicoma (pour « Huileries et cotonneries du Mali ») à Koulikoro, à soixante kilomètres de la capitale Bamako.

Celle-ci transformait les grains du coton en huile, savons et d'autres produits transformés.

Or, objet d'une privatisation de type mafieuse au profit d'un riche homme d'affaires malien, cette unité a été cassée en 2008. Les travailleurs-travailleuses ont été licencié-e-s, mais grâce à une lutte longue et exemplaire d'une durée de deux ans, ils et elles ont pu partir avec des indemnités substantielles. Récemment, en septembre 2014, le gouvernement malien a publiquement évoqué l'idée d'un investissement public pour faire redémarrer la production de la Huicoma. Il reste à confirmer l'annonce par des faits concrets...

Le FMI avait sanctionné le gouvernement malien, depuis plusieurs mois, en lui reprochant une absence de « bonne gouvernance » : il aurait dilapidé l'argent public et celui emprunté. En partie, cette critique est fondée, dans la mesure où le président « IBK » (Ibrahim Boubacar Keïta), élu en août 2013 et arrivé au pouvoir au mois de septembre suivant, s'était dépêché de faire acheter un nouvel avion présidentiel. L'ancien avion ne semblait pas assez bon à ses yeux ou à ceux de son entourage. Or, l'achat de cet Airbus pour une somme d'environ trente millions de dollars a donné lieu au versement de multiples et juteuses « commissions » à plusieurs intermédiaires.

Ce type d'enrichissement plus ou moins mafieux (que connaissent aussi sous d'autres cieux les Charles Pasqua, Nicolas Sarkozy, Claude Guéant, Ziad Takieddine...) est, bien entendu, hautement critiquable. Cependant il avait permis au FMI, mais aussi à l'Union européenne et à d'autres représentants des grandes puissances l'occasion de

s'ériger en donneurs de leçon, à propos des bonnes manières de gérer l'argent public. Or, en réalité, ce sont surtout les dépenses publiques en matière de santé, d'éducation... qui sont dans la ligne de mire d'institutions telles que le FMI : pas question de laisser augmenter cette dépense, pourtant socialement utile !

Au mois de septembre 2014, le FMI a cependant considéré qu'il avait suffisamment montré ses muscles, et que sa leçon avait apparemment été comprise par les premiers intéressés. Depuis, la coopération a de nouveau été reprise... L'« aide budgétaire » et surtout de nouveaux emprunts permettant au gouvernement maliens de rembourser les anciens crédits et de payer le service de la dette (taux d'intérêt etc.). Cela ne permettra nullement au Mali de sortir de la dépendance structurelle, dans laquelle les grandes puissances aimeraient bien le maintenir. N'oublions pas de préciser qu'en mai 2013, à la sortie de la première phase de la guerre, plusieurs puissances internationales réunies à Bruxelles avaient « généreusement » promis d'apporter une aide financière au Mali. A l'époque, c'était formulé comme s'il s'agissait de dons. Or, il s'est avéré par la suite qu'au moins une partie des sommes en questions (p.ex. 25 % de l'argent mis sur la table par l'exécutif français) correspondait à des crédits, remboursables sous conditions. L'une des conditions étant que le Mali ne doit surtout pas arrêter de payer sa « Dette », aussi illégitime qu'elle puisse être...

Bertold du Ryon

Le Djihadisme ou le capitalisme en burqa

La crise économique ne ravage pas seulement les conditions de vie de la population, elle ravage aussi les consciences. En accablant des millions de gens à la survie, où le lendemain n'est plus assuré, elle développe un besoin de se projeter dans une autre dimension, celle qui ignore les affres des difficultés de la vie de tous les jours pour une spiritualité qui donne sens et donc bonheur à son existence. La religion persuade que le futur sera différent et meilleur, même si le prix à payer pour en bénéficier est coûteux.

La faillite des grands projets libérateurs de l'humanité qu'ont pu représenter le socialisme et les pan-nationalismes arabe ou africain laisse le champ libre aux idéologies religieuses. Thatcher fit de la chute du mur de Berlin, associé à la faillite du projet socialiste, la fin de l'histoire en proclamant fièrement son « TINA » (« There is not alternative ») au capitalisme. Mais ce « TINA » a laissé libre cours aux

exigences sans fin d'un capitalisme qui, cette fois-ci, débouche sur d'autres formes de barbarie que celles de la Première Guerre mondiale et de l'avènement du fascisme en Europe et au Japon.

Les conséquences des crises économiques profondes restent partout les mêmes dans le monde : le repli identitaire sur soi, la montée de groupes xénophobes, l'obscurantisme et l'extrémisme religieux, qui se confond parfois avec la préférence ethnique.

Religieux et politique imbriqués

Cet extrémisme religieux frappe toutes les religions. Succession d'affrontements entre hindouistes et musulmans avec la montée d'organisations comme la

Rashtriya Swayamsevak Sangh qui prône la préférence hindouiste en Inde. Une galaxie chrétienne dans les pays occidentaux proche de l'extrême-droite qui organise régulièrement des manifestations, parfois violentes, contre les droits des femmes et celui des homosexuels. Des organisations juives qui s'attaquent aux gens qui ne suivent pas les préceptes religieux en Israël et tentent d'interdire les mariages entre juifs et arabes[1]. Lors du dernier conflit de Gaza, ces groupes ont bénéficié largement du soutien des Israéliens. Il faut aussi citer d'autres croyances, cette fois-ci du côté des animistes, qui en viennent à brûler vifs des gens pour sorcellerie. De tels actes ne sont, hélas, pas isolés comme le montre, par exemple, la situation en Tanzanie.[2]

Ainsi, toujours pour rester sur le continent, l'importante vague de création de multiples sectes d'obédience protestante est un phénomène qui s'amplifie dans bien des pays de tradition chrétienne.



Église évangéliste au Cameroun

En Afrique, le religieux reste fortement imbriqué dans la politique. Certaines religions, comme l'église kimbanguiste, furent l'un des éléments importants de la prise de conscience nationale et de la lutte contre le colonialisme en Afrique centrale. Le mouridisme au Sénégal reste un passage incontournable pour ceux (mais rarement celles) qui briguent un poste aux élections locales ou nationales. Le soutien des marabouts est donc bien plus recherché que les voix des simples citoyens. Les observateurs avertis ont noté le soutien implicite du haut conseil islamique du Mali à IBK, ce qui permet d'expliquer son succès électoral avec plus de 77 %.

Les églises protestantes de Madagascar jouent aussi

un rôle dans les choix politiques du pays, le fait que Ravalomanana, l'ancien dirigeant, soit vice-président de la FJKM l'atteste. En Centrafrique, Bozizé est le fondateur de l'église du christianisme céleste Nouvelle Jérusalem.

Ces églises évangélistes, qui bénéficient de l'appui de la droite la plus réactionnaire des États-Unis, ont infiltré largement les gouvernements africains. Ainsi la déferlante homophobe qui s'abat sur le continent est une preuve supplémentaire de leur capacité d'interférence dans la vie politique de ces pays.

L'émergence de l'islamisme

L'islamisme, comme force politique, prend une dimension particulière en Afrique. Sans remonter à la création de la confrérie des Frères musulmans en 1928 en Égypte, on peut mentionner le Soudan avec le coup d'État d'El-Béchar qui a instauré une véritable dictature religieuse avec une politique de violence contre les populations périphériques de Khartoum. C'est ce même personnage qui a accueilli Ben Laden avant que ce dernier ne trouve refuge en Afghanistan, puis au Pakistan. Ainsi le régime, dans les années 90, avait-il pour ambition de peser en dehors de ses frontières et visait la réunification de la mouvance islamiste d'où le projet de convocation du CPAI (congrès populaire arabe islamiste) et son soutien à des partis comme En-Hahda en Tunisie et l'accueil de son dirigeant, Ganouchi, à Khartoum.

El Béchar a été inculpé par deux fois pour crime contre l'humanité, notamment pour le massacre des habitants du Darfour avec les milices janjaweed, les mêmes qui se sont associées à la Seleka en République Centrafricaine. Il est soupçonné également d'avoir détourné plusieurs milliards de dollars.

En Somalie, les islamistes ont remporté la guerre contre « l'alliance pour la restauration de la paix et contre le terrorisme » en 2006. Soutenue par les États-Unis, cette alliance était composée d'hommes d'affaires et de seigneurs de la guerre, les mêmes précisément, qui ont ravagé le pays par d'incessantes guerres civiles faisant des milliers de morts et provoquant des famines récurrentes. Si le

gouvernement des tribunaux islamiste était à l'évidence une dictature, il avait réussi à réinstaurer un État qui permettait à la population de pouvoir reprendre une vie plus apaisée. Mais sous l'impulsion des États-Unis, l'Éthiopie renversera ce gouvernement qui sera remplacé rapidement par l'aile la plus radicale des islamistes, les Shebabs.

La victoire électorale du FIS algérien et la prise du pouvoir par l'armée ont ouvert une crise sanglante qui a duré deux décennies avec des violences contre les habitants, notamment les femmes, sans que l'on sache qui étaient réellement les responsables de ces atrocités. La transformation du groupe islamique armé en groupe salafiste pour la prédication et le combat, puis en AQMI, fut le signe d'un débordement des activités djihadistes au-delà des frontières algériennes. Ils ont ainsi participé activement à la conquête des trois quarts du territoire malien en 2011 avec d'autres groupes armés venus de Libye.

C'est aussi une violence démesurée contre la secte islamiste Boko Haram qui l'a rapidement radicalisé vers une violence de plus en plus extrême contre la population qu'elle soit chrétienne ou musulmane.

La plupart vivent de trafics et chacun défend son fond de commerce

Il n'y a pas une communauté d'organisation avec un agenda commun à l'ensemble des djihadistes. Si certains sont portés vers un combat universel comme AQMI, ou, en son temps, le front islamique soudanais, d'autres ont une vision plus régionale –, c'est le cas par exemple du MUJAO (mouvement pour l'unicité du djihad en Afrique de l'Ouest), et d'autres strictement locale comme Boko Haram ou Ansar Dine au Mali. Certes il y a des échanges et des solidarités ponctuelles, ainsi on a vu des membres de Boko Haram au Mali, mais on est loin d'une organisation transnationale structurée, d'autant que l'islam prêché par les uns se différencie de l'islam des autres.

Mais les stratégies peuvent évoluer, les débats qui ont parcouru les shebabs sur leur stratégie en sont la preuve. Les djihadistes somaliens dans leurs actions débordent leur terrain originel puisqu'ils portent et mènent des actions terroristes au Kenya ou en

Ouganda, tout comme Boko Haram déborde sur la frontière camerounaise.

Ces divisions sont aussi vénales car la plupart de ces groupes vivent de trafics, de rackets, de kidnappings, etc. et chacun défend avec âpreté son fond de commerce. Le cas le plus criant est évidemment celui du Mali où la multiplicité de groupes armés s'explique par la volonté de prédation et celle d'asseoir son pouvoir sur les différents trafics lucratifs.



Shebab au milieu de la population

Par contre, il est aisé de définir les raisons qui ont permis à ces groupes de prendre de l'importance au point de menacer les pouvoirs en place. Penser qu'ils sont de simples pièces rapportées qui se sont fixés sur la population est une erreur, leur progression et leur capacité de résistance indiquent clairement que ces organisations ont réussi à se construire une base populaire. Dans tous les cas, elles ont bénéficié de crises sociales et politiques, la guerre civile sans fin en Somalie, la faillite de l'État malien et son incapacité à être présent dans le Nord du pays, les inégalités criantes et le sentiment d'abandon des régions du Nord pour le Nigeria. Quant à l'Algérie, l'immobilisme et la corruption des généraux a recouvert le pays d'une chape de plomb désespérante pour une population, notamment les jeunes, sans avenir.

Le terreau est toujours le même : misère, chômage, corruption des élites, inégalités sociales, une absence

de perspective qui plonge ainsi la jeunesse, majoritaire dans ces pays, dans le désœuvrement.

Une soudaine souplesse américaine

La progression de ces groupes a été favorisée aussi par la complicité des politiques étrangères occidentales : la plupart des cadres islamistes ont été formés en Afghanistan par les instructeurs américains de la CIA, trop contents de voir ces djihadistes affronter les Soviétiques. Mais, à l'image du golem de la tradition juive, ou de la légende plus mécréante d'un Frankenstein, la créature s'est émancipée du maître et a désormais son propre agenda. On sait que la plupart des djihadistes ont bénéficié du financement, tantôt officiel, tantôt officieux, des pays du Golfe alliés indéfectibles de l'Occident. Les Américains n'ont rien eu à dire quand les islamistes soudanais faisaient leur coup d'État, d'autant plus, qu'ils rendaient aussitôt illégal le parti communiste, le plus puissant de la région. Washington a aussi fermé les yeux quand il s'agissait d'exploiter le pétrole dans le sous-sol du pays : « *Un exemple parmi dix autres d'une soudaine souplesse américaine : en août 1996, l'administration Clinton suspendait la loi antiterroriste pour le Soudan afin de permettre à l'occidental Petroleum Co de négocier l'exploitation d'un champ de 2,5 milliards de barils de pétrole.* »^[3]

Boko Haram a bénéficié jusqu'à maintenant de complicités ou d'une neutralité bienveillante de la part des dirigeants des États du Nigeria dénoncés par le président Goodluck Jonathan lui-même : « *Certains [complices de Boko Haram] sont dans l'appareil d'État, certains font partie du Parlement, d'autres encore agissent au sein du système judiciaire, a affirmé le chef de l'État lors d'une cérémonie religieuse. D'autres encore sont au sein des forces armées, de la police et des services de sécurité* »^[4].

En Algérie, plusieurs connaisseurs ont mis en avant les liens aussi troubles qu'étroits entre généraux et

maquisards djihadistes. C'est ainsi que suite à un documentaire de la chaîne de télévision française Canal Plus, François Gèze et Pierre Vidal-Naquet, qui sont loin d'être des adeptes du complotisme, partagent la conclusion du documentaire : « *les "groupes islamistes armés", au moins depuis 1994, c'est-à-dire deux ans après l'interruption du processus électoral, sont directement dirigés par des hommes des services secrets de l'armée algérienne, le département de renseignement et de sécurité* ».

[5]

La France et la Grande-Bretagne n'ont eu aucun état d'âme pour avoir soutenu et porté au pouvoir Moustapha Abdeljalil. Ancien juge de Kadhafi, il entérina la sentence de peine de mort contre les infirmières bulgares et en octobre 2011 déclara que désormais la charia s'appliquerait en Libye.

Un succès de courte durée, au mieux, au pire un leurre

Si les situations des groupes djihadistes sont multiples, par contre la politique des pouvoirs locaux en place, appuyée le plus souvent par les pays occidentaux, reste la même : une réponse militaire accompagnée d'un usage immodérée de la force, qui ne fait que les radicaliser encore plus. Ainsi la répression violente, en 2009, de Boko Haram et l'exécution de sang-froid de son principal leader, Mohamed Yusuf et de ses compagnons d'armes faits prisonniers, ont-ils précipité ce groupe dans une violence aveugle.

Les organisations des droits de l'homme ont souvent dénoncé les exactions des armées nationales contre la population civile qui bénéficient d'une totale impunité. Au Nigeria, Amnesty International accuse l'armée de crime de guerre et de crime contre l'humanité et estime que cette dernière a causé autant de morts que Boko Haram : « *La communauté internationale ne peut continuer de regarder ailleurs face aux exécutions extrajudiciaires, aux attaques contre des civils et à d'autres crimes commis à une*

grande échelle[6]. »

Quant aux interventions militaires étrangères pour éradiquer les menaces terroristes, pour reprendre le langage utilisé dans les chancelleries occidentales, leurs succès apparaissent au mieux de courte durée, au pire comme un leurre. Le cas du Mali est symptomatique, l'intervention française, au départ de courte durée, s'est pérennisée en se transformant en opération barkhane et s'est étendue sur cinq pays (Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad) sans d'ailleurs pour cela assurer la sécurité et l'intégrité du territoire malien qui étaient pourtant les deux objectifs affichés, officiellement, lors de l'intervention française.

Un tournant dans les populations

La lutte contre l'intégrisme islamique implique de s'attaquer à la racine des problèmes que rencontrent les populations. Assurer un emploi aux jeunes, améliorer les conditions de vie des habitants tant dans les villes que dans les campagnes, répondre aux besoins sociaux, lutter contre la corruption, voilà des politiques qui permettraient d'isoler ces groupes.

D'autant que la situation change, ainsi la folie meurtrière de Boko Haram commence à détourner la population de cette secte qui a pu bénéficier, un temps, d'une certaine sympathie dans les États du Nord : « Les garçons [Boko Haram] avaient l'habitude de venir se cacher au sein de la communauté, parmi nous. Mais nous avons fini par comprendre que cela ne pouvait pas fonctionner. Vous les cachez et après ils peuvent revenir chez vous et tuer votre père. »[7]

Désormais, les habitants refusent d'être les victimes de cette secte, ainsi les jeunes de Maiduguri, où Boko Haram est très implanté, ont créé une *Civilian JTF* (Joint Task Force) dont les actions de vigilance empêchent la secte d'agir en toute impunité : « However, the fact that the local youth were prepared to organise and fight back sent a message that the local people do not want the Boko Haram militants in their communities. » (*Cependant, le fait*

que les jeunes localement se sont préparés à s'organiser et se défendre est un message que la population ne veut plus des militants de Boko Haram dans leurs communautés.)[8]



Ces actions prennent d'autant de force que l'enlèvement des jeunes filles de Chibok qui a été l'occasion de grandes manifestations populaires tournées contre les violences de la secte islamiste, mais aussi contre l'incurie et l'inaction du gouvernement nigérian.

C'est aussi le cas pour le Nord du Mali où les habitants, pourtant très majoritairement pieuses, ont été martyrisées par des miliciens plus proches des bandits de grand chemin que de militants religieux. Le document écrit par Droukdel, dirigeant d'Aqmi, le reconnaît quand il explique que les violences ont détourné la population des islamistes.[9]

Plus généralement, les expériences liées au pouvoir des islamistes ont été une catastrophe pour les plus pauvres. Les immenses manifestations égyptiennes, certains parlent des plus fortes de toute l'histoire du pays, en témoignent. Si le succès électoral des islamistes est dû à leur présence militante et à leur prodigalité en aides sociales, ils se contentent, lorsqu'ils sont au pouvoir, d'appliquer une politique économique ultralibérale, souvent accompagnée d'attaques contre les droits des travailleurs en instaurant des lois restreignant le droit de grève et le droit syndical notamment. Ainsi, en Tunisie les islamistes ont-ils agressé des syndicalistes de l'UGTT.

Le projet de l'islamisme politique n'est pas une rupture avec le capitalisme. Au contraire, les

TCHAD : Le pays de l'arbitraire

Afriques en Lutte a rencontré, dans les locaux du syndicat Solidaires à Paris, deux animateurs de la société civile au Tchad : Éric Hervé Pando, président d'Association Sociale des Jeunes pour la Défense des Droits de l'Homme (ASJDH) et Nguebla Makaila, journaliste et blogueur

(<http://makaila.over-blog.com>)

Afriques en lutte : La façon dont est née l'association est révélatrice de la situation d'arbitraire et de violence qui règne contre les populations au Tchad.

En effet, l'association est née un soir, car chez nous tous les gens ont un carrefour où ils causent, et un soir donc il y avait des douaniers issus du Président de la république qui chassaient une femme en grossesse avec un enfant sur le dos ; elle avait de petits sacs avec des marchandises « *de tasses de sucres* », en provenance du Cameroun, qu'elle transportait. Ces douaniers l'ont pourchassée et arrivés devant nous, ils l'ont appréhendée, l'ont molestée et lui ont arraché ses sacs. Nous on s'était approchés de la dame, elle était enceinte et avait perdu son mari deux mois auparavant et chez nous on te cloître pendant quatre mois et quinze jours en guise de période de deuil, elle faisait ça pour pouvoir élever son bébé et préparer son accouchement et ce jour là elle portait déjà huit mois de grossesse et ils lui ont arraché son sac. Nous on s'est dit que ce n'était pas possible, on a essayé de jouer la médiation, mais en vain et les larmes de la dame coulaient et c'était triste.

AEL : Et dans le reste du pays ?

Guère mieux, les commandants de brigade règnent en maîtres absolus, ils font partie du clan Deby et n'hésitent pas à maltraiter les paysans.

AEL : Quelle est la situation sociale au Tchad ?

Le problème c'est la flambée des prix des denrées alimentaires sur les marchés, le tchadien vit mal car s'il ne va pas pêcher il fait son Gombo sans viande et sans poisson ; on lui interdit d'aller pêcher.

Pourquoi cette interdiction ?

C'est l'arbitraire ! De surcroît le gouvernement est inhumain et impitoyable à l'égard de sa population, un beau matin on met des milliers et des milliers de famille dans la rue, ou on prend des décisions pour interdire les bordures de fleuves où les gens viennent pêcher pour gagner leur pitance journalière et survivre et ce n'est pas pour des raisons écologiques. Nous avons affaire à des décisions qui ne sont pas

fondées. Nous avons aussi chez nous des blanchisseurs, ils lavent les habits pour gagner un peu d'argent et on les empêche d'aller au bord des rivières. Il y a aussi les évictions forcées on met les gens dans la rue et on réattribue leur terrain aux proches du chef de l'État pour pouvoir installer des stations d'essence et des grands magasins et ainsi de suite. Ce sont ces injustices qu'on ne cesse de dénoncer.

AEL : Le 9 octobre est organisé l'opération ville morte, peux-tu nous en dire deux mots ?

Un jour avant mon arrivée en France on avait organisée une journée ville morte ; le gouvernement ne nous laisse pas le terrain libre pour travailler conformément à la loi, il nous étouffe par tous les moyens et tente d'instaurer la peur parmi le peuple. Pour nous ce n'est pas possible. Comme je venais de le dire, le Tchad est un pays pétrolier, il faut que le revenu du pétrole revienne d'abord à la population, mais ce n'est pas le cas. »

AEL : Et où va l'argent du pétrole ?

Aujourd'hui, tous les jours l'exécutif achète des armes ; surtout s'il y a une marque d'arme sophistiquée, le régime du Tchad se la procure, rien que pour protéger le pouvoir de Deby donc tout ce qui contribue à la sécurisation ou à la protection de son pouvoir est acheté avec l'argent du pétrole. Sans parler de la gabegie du gouvernement.

AEL : Quelques mots sur la société civile ?

Deux structures des droits de l'Homme : l'Association Tchadienne pour la promotion et la défense des droits de l'Homme et la ligue tchadienne des droits de l'homme qui sont affiliées à la FIDH, mais elles ne se sont pas prononcées sur le nouveau projet de code pénal qui pourtant criminalise l'homosexualité.

Il y a cependant la Convention Tchadienne pour la Défense des Droits Humains (CTDDH) qui fait son travail en toute liberté.

AEL : Et au niveau syndical

L'union des syndicats du Tchad (UST) et la Confédération libre des travailleurs tchadiens (CLTT) ont déclenché la grève de 2011, mais à l'issue de 3 mois de grève il y a eu un accord, signé avec le pouvoir en place, qui a démobilisé les leaders syndicaux et divisé les gens.

Je ne dis pas qu'ils sont dissout ou en connivence avec le pouvoir, mais ils ont baissé les bras. Il y a un cadre national du dialogue politique, donc depuis qu'ils sont dans ce cadre ils ne font plus le travail qu'ils faisaient par le passé.

Les dirigeants syndicaux n'ont pas dit qu'ils ne veulent pas signer la pétition contre le 5^e mandat de Déby, mais ils refusent d'être initiateurs de la pétition, ils ont signé en tant que simple citoyen et laissent le choix à tous leurs militants et adhérents de signer et ils disent que c'est bon et beaucoup des leurs ont signé.

Ils nous applaudissent et ils nous soutiennent, mais pas sur le papier, alors beaucoup de gens nous demandent pourquoi il n'y a pas tel ou tel syndicat avec vous.

AEL : Pourriez-vous nous parler de cette pétition

On a émis une pétition sur le point clef pour dire : « **tout sauf Deby** » ; donc nous lui accordons la chance de ne pas se présenter à un 5^e mandat, pour que cesse la gabegie et le népotisme.

Il ne faut pas que Deby se fasse succéder par son clan, donc tous les points sont bien ressortis sur notre pétition. En ce moment Deby a un manque de volonté de créer la carte biométrique pour les prochaines élections. Il veut torpiller ce projet et nous sommes vigilant là-dessus. Normalement chaque tchadien devrait avoir sa carte biométrique, mais il compte proroger le mandat de l'Assemblée Nationale alors que nos textes ne lui permettent pas de le faire. Il a le pouvoir de dissoudre l'Assemblée Nationale.

On mène une bataille pour empêcher Deby de se représenter, il faut une alternative dans l'opposition ou au sein de la classe politique

Pour nous société civile, nous voulons une alternance démocratique issue d'élections libres et

transparentes, mais tout le monde veut que ce soit SANS Deby et puis celui qui gagnera la voix du peuple nous dirigera, mais il faut absolument une stratégie au cas où. On a demandé aux politiques de réfléchir là-dessus.

AEL : Quelle analyse faites-vous des relations entre le Tchad et la France ?

Pendant la visite d'Hollande au Tchad, l'ambassadeur de France au Tchad m'a dit qu'il attendait l'aval du ministère de l'intérieur du Tchad pour nous recevoir. Devant nos protestations il nous a dépêché le conseiller Mélonio qui nous a reçus très rapidement.

Il faudrait, qu'en duo avec vous à l'extérieur, on fasse comprendre avec les États amis du Tchad, la vraie réalité de notre pays. Aujourd'hui à l'extérieur on regarde l'image de Deby qui est intervenu au Mali et en Centrafrique aux côtés des français, c'est ça seulement que les gens regardent alors que la réalité à l'intérieur c'est autre chose. C'est en quelque sorte de la dictature pure et simple chez nous. Nous sommes traqués et épiés par les agents de l'ANS (Agence Nationale de Sécurité, la police secrète de Déby) et nous les militants, nous travaillons dans des conditions difficiles.

Propos recueillis par Paul Martial



BURKINA FASO: Quand un peuple dit non !

Ce sera donc la deuxième fois que l'Afrique de l'Ouest connaît une victoire populaire contre ses dirigeants qui veulent modifier la Constitution à leur propre avantage. En effet, on se souvient des mobilisations qui ont empêché le président Abdoulaye Wade, au Sénégal, de transformer la constitution qui lui aurait permis de désigner son fils vice-président. Fils qui est actuellement inquiété par la justice sénégalaise pour corruption et enrichissement illicite.

Dans les deux cas, il faut noter l'émergence dans la société civile de mouvements de jeunes qui mènent avec brio la contestation. Pour le Sénégal, c'est « Y en a marre », dirigé par les rappers de Keur Gui et pour le Burkina Faso il s'agit du « balai citoyen », animé par les chanteurs Smockey et Sams K Le Jah.



Sams'k Le Jah et Smockey, les initiateurs du Balai citoyen

La victoire du peuple burkinabé vient de loin. On se rappelle les mobilisations exigeant vérité et justice pour l'assassinat du journaliste Norbert Zongo ou plus récemment en 2011 protestant contre le meurtre, par la police, d'un jeune lycéen à Koudougou. Chaque fois la répression, mais aussi l'impunité, a nourri la haine de la très grande majorité de la population contre le clan Compaoré.

Des coups de semonces avaient aussi éclaté du côté de l'armée et de la police avec toute une série de mutineries où les hommes du rang réclamaient les primes promises et jamais versées.

Blaise Compaoré vient de tomber en tentant de faire passer un changement de constitution qui lui aurait

permis de se présenter aux élections pour trois nouvelles mandatures de cinq ans chacune. Le plan, en tout cas sur le papier, était bien ficelé. Le projet de modification de l'article 37 devait passer à l'Assemblée nationale et pouvait être voté à la majorité qualifiée, évitant ainsi l'organisation d'un référendum, mais la population en a décidé autrement

De gigantesques démonstrations de rue

La manifestation contre le changement de la constitution organisée le 28 octobre est certainement la plus grande manifestation qu'ait connue le pays. Des centaines de milliers de personnes à Ouagadougou – l'opposition parle d'un million de manifestants – rassemblées pour une même revendication qui rappelle celle du printemps arabe : « Blaise dégage ! »

Le lendemain, le mouvement social et notamment syndical entrainé en action. Initialement prévu pour protester contre la vie chère, la grève générale fut massivement suivie et de nouveau accompagnée de manifestations de rue où se mélangeaient revendications sociales et politiques.

Le pouvoir s'est entêté. A l'issue de ces gigantesques démonstrations de rue, Alain Édouard Traoré, ministre de la Communication, et porte-parole du gouvernement estime *que* « ces manifestations illustrent sans aucun doute la vitalité de notre démocratie » [\[1\]](#). Il ne croyait pas si bien dire !

Le 30 octobre, la population se dirigeait vers l'Assemblée nationale, le but étant d'empêcher les députés de voter la modification de la Constitution. Devant l'ampleur des manifestations, la police fuit, et le peuple envahit l'Assemblée qui après tout, est censée refléter la volonté populaire.

Au service du néo-colonialisme

La démission de Compaoré referme la parenthèse d'un pouvoir qui dura 27 ans. Issu d'un coup d'État qui mit fin à une expérience, mais aussi un espoir pour le continent, menée par Thomas Sankara. Certes ce régime fit des erreurs, mais la volonté

politique d'être au service du peuple et de l'Afrique ne fait aucun doute. La prise de pouvoir par Blaise Compaoré couta la vie à Sankara et rassura donc toutes les puissances impérialistes coalisées contre ce jeune gouvernement qui critiqua ouvertement la dette du tiers monde payée par la population et qui favorisa un développement autocentré.

Blaise Compaoré continua donc son œuvre au service du néo-colonialisme en parrainant notamment le sanguinaire Charles Taylor qui fut inculpé pour crime contre l'humanité au Liberia et en Sierra Léone par le tribunal pénal international. Il se lança dans le trafic de diamants et d'armes dans le but, notamment, de ravitailler l'UNITA en Angola [2] groupe farouchement anticommuniste soutenu par les États-Unis et le gouvernement raciste de l'Afrique du Sud d'alors.

Puis Compaoré s'investit d'une nouvelle mission, celle de médiateur pour la paix dans les conflits en Afrique. Mais Louise Arbour, dirigeante d'International Crisis Group déclarait à *The International Herald Tribune* : « M. Compaoré, qui a été militaire, meneur d'un coup d'État et parrain politique de Charles Taylor [ex-chef rebelle et ancien président du Liberia, actuellement jugé pour crimes contre l'humanité, ndlr], n'est pas l'homme le plus fiable pour prêcher la démocratie et (favoriser) le pouvoir civil. »

En fait de médiateur, il était avant tout un important pion dans le dispositif de la Françafrique et imposa à chaque fois les solutions de Paris dans le seul but d'asseoir la stabilité des pays africains pour le plus grand profit des multinationales.

Mais là, Paris ne perd pas seulement un fidèle serviteur qu'elle va aider à exfiltrer à Yamoussoukro en Côte d'Ivoire afin qu'il échappe à la justice. Opération menée avec la complicité de Ouattara qui doit son pouvoir à l'intervention armée de la France, suite à des élections largement contestables. Paris est aussi bien embarrassé par la situation d'un pays essentiel à son dispositif militaire Barkhane. En effet, l'aéroport de la capitale sert au ravitaillement dans les opérations au Mali et le commandement des opérations spéciales (COS) y dispose d'une base. Quant aux États-Unis, ils font décoller une partie de leurs drones de surveillance du Sahel tout près de

Ouagadougou.

Une seule obsession pour ces dirigeants : rester au pouvoir !

Cette lutte victorieuse a un grand retentissement dans toute l'Afrique. Désormais la démonstration est faite qu'une mobilisation massive et unie de la population peut faire chuter le pouvoir. Le nombre important de messages d'encouragement et d'espoir venant des quatre coins du continent sur les réseaux sociaux, montre cet enthousiasme, surtout que Compaoré n'est pas le seul dirigeant africain à vouloir triturer la constitution pour assurer la pérennité de son pouvoir. Au Togo, Burundi, République Démocratique du Congo, Tchad, Congo Brazzaville Rwanda et la liste n'est pas exhaustive, une seule obsession pour ces dirigeants : Rester au pouvoir ! Quitte à changer la constitution, trafiquer les élections, emprisonner ou liquider les opposants et chaque fois, les pays occidentaux ferment les yeux pour autant que ces dirigeants maintiennent l'ordre établi favorable aux économies des pays riches.



Après l'expérience de Thomas Sankara, le Burkina Faso vient de rendre un second service à l'Afrique

Une étape décisive

Les proches de Compaoré ont tenté de conserver le pouvoir. Ainsi le général Honoré Traoré, chef d'état-major s'est auto proclamé chef d'État mais a dû, quelques temps plus tard, apporter son soutien au lieutenant-colonel Isaac Yacouba Zida, illustre inconnu et qui apparaît moins marqué dans le soutien au régime de Compaoré. Pourtant il est le numéro deux de la force de la garde présidentielle, qui s'est souvent illustrée par sa brutalité dans le

rétablissement de l'ordre.

L'opposition et la société civile refusent cette solution : « La victoire issue de l'insurrection populaire appartient au peuple, et par conséquent la gestion de la transition lui appartient légitimement et ne saurait être en aucun cas confisquée par l'armée »^[3], d'autant qu'elle a proclamé l'état de siège et la suspension de la Constitution. Si au début, dans ses déclarations, le nouveau chef d'État autoproclamé s'est dit respectueux des libertés et de la démocratie, on voit bien que les officiers tentent d'affermir leur position en usant une fois de plus de la violence contre les civils. Voir des militaires profiter d'une insurrection populaire pour s'emparer du pouvoir et à leur tour installer une dictature n'est pas nouveau.

Si la lutte pour construire une véritable démocratie et mettre en place un pouvoir soucieux de satisfaire les besoins sociaux des habitants est à son début, elle vient cependant de franchir une étape décisive. La garantie du succès réside dans l'organisation de la population pour contrôler ceux qui auront la charge de conduire la transition. Partout la vigilance et la solidarité avec le peuple burkinabé s'impose !

Paul Martial

[1] <http://www.rfi.fr/afrique/20141029-burkina-faso-constitution-manifestation-compaore/>

[2] http://www.un.org/News/dh/latest/angolareport_fr.htm

[3] <http://koaci.com/burkina-faso-contestant-larmee-opposition-societe-civile-appellent-grand-rassemblement-dimanche-96098.html>



www.afriquesenlutte.org

Afriques en lutte est un collectif de militants anticapitalistes membres ou non de plusieurs organisations politiques. Notre objectif est de diffuser, à partir d'un point de vue militant, un maximum d'informations (politiques, économiques, sociales et culturelles) sur le continent africain et sa diaspora.

REJOIGNEZ AFRIQUES EN LUTTE !

COMMUNIQUE : Blaise Compaoré ne doit pas échapper à la justice

L'insurrection populaire au Burkina Faso a balayé le régime décadent de Blaise Compaoré. Ces jours du 30 et 31 octobre 2014 sont entrés dans l'histoire d'un peuple brave, un peuple mûr, un peuple digne, et au-delà de ça, dans l'histoire de l'Afrique et du monde entier. Vingt-sept ans de règne de ce mégalomane sanguinaire, ça suffit !

Le peuple a retrouvé sa dignité bafouée, il reprend son destin en main avec force, intelligence et conviction. Quels moments de joie, quels moments d'émotion !

Dans ces moments décisifs, toutes les forces vives du Burkina Faso se sont unies, pour mettre fin à ce régime corrompu qui a trop longtemps bénéficié du soutien de la communauté internationale, alors qu'il maintenait son peuple dans la misère. Jusqu'au dernier moment alors que Blaise Compaoré a conduit son pays dans le chaos, certains de ces soutiens ont suggéré que ce soit lui qui gère la transition.

Après cette première victoire, il convient sans tarder que les militaires, les organisations de la société civile et les partis politiques de l'ancienne opposition se concertent rapidement, pour une transition apaisée. Le peuple ayant assuré la victoire, il convient de mettre en place rapidement une politique qui s'attaque en priorité à la misère et réponde pleinement aux aspirations populaires.

Le réseau international Justice pour Thomas Sankara, justice pour l'Afrique » s'incline devant le merveilleux peuple burkinabé, particulièrement la jeunesse, qui a marché au-devant des forces de sécurité les mains nues. Plusieurs dizaines de personnes ont sacrifié leur vie ! Qu'ils reposent en paix et qu'ils restent dans notre mémoire comme des héros !

Il les remercie d'avoir mis fin à cette hypocrisie de la communauté internationale qui consacrait Blaise Compaoré comme un « homme de paix », lui qui était impliqué dans toutes les guerres qui ont

embrasé la région, entraînant des centaines de milliers de victimes. Toutes les forces progressistes en Afrique et dans le monde entier doivent aujourd'hui soutenir concrètement la révolution du Burkina Faso et organiser la solidarité concrète.

Blaise Compaoré a pris la fuite. Il doit être arrêté et jugé pour ses crimes. Nous réclamons une enquête internationale indépendante sur l'assassinat du président Thomas Sankara et de ses camarades le 15 octobre 1987. Aux membres du Congrès américain nous demandons d'exiger que soient ouvertes les archives de l'époque et qu'une investigation soit menée sur une éventuelle implication de la CIA. Aux parlementaires français, nous demandons d'accepter la demande d'enquête parlementaire sur l'assassinat de Thomas Sankara, déjà déposée deux fois à l'Assemblée nationale de la République française, le 20 juin 2011 et le 5 octobre 2012. Nous appelons les peuples du Togo et de Côte-d'Ivoire à exiger que la lumière soit faite sur l'implication de leurs pays dans cet assassinat.

Il ne peut y avoir de démocratie dans l'impunité. La campagne Justice pour Thomas Sankara, justice pour l'Afrique », forte des 14 000 signatures déjà obtenues et du soutien des dizaines d'associations et de partis politiques de par le monde, doit s'amplifier car Blaise Compaoré bénéficie de soutiens puissants que nous dénoncerons sans relâche. Nous devons plus que jamais exiger que justice soit rendue. L'heure de la vérité et de la justice approche. Hâtons-la tous ensemble !

Gloire au peuple burkinabé ! Justice pour Thomas Sankara et ses camarades assassinés le 15 octobre 1987, justice pour toutes les victimes des assassinats et crimes économiques !

Communiqué du réseau international « Justice pour Sankara, Justice pour l'Afrique »



www.afaspa.com/article.php3?id_article=617

INTERVIEW de Lila CHOULI

Lila Chouli est chercheuse et travaille depuis quelques années sur le mouvement social au Burkina Faso. Elle a publié *Burkina Faso 2011. Chronique d'un mouvement social*, Tahin Party, Lyon (en téléchargement gratuit sur le site de l'éditeur : <http://tahin-party.org/chouli.html>).

Lila Chouli a également publié *Le boom minier au Burkina Faso, Août 2014*.

Afriques en lutte : Bonjour Lila, vous avez publié en 2011 « Burkina Faso 2011, Chronique d'un mouvement social » qui décrit bien les méthodes du régime Compaoré pour casser les mouvements sociaux au pays des hommes intègres. Pouvez-vous nous faire l'historique de ces précédents mouvements sociaux ?

Depuis le début de la période post-coloniale, la présence du mouvement social est un invariant dans le paysage sociopolitique burkinabè. Il y a une réelle tradition de lutte dans ce pays, dont « l'acte fondateur » est la chute de la 1^{re} République le 3 janvier 1966 suite à un mouvement populaire. Pour ne parler que de la période récente – le régime de Blaise Compaoré – celui-ci a laissé un pays qui se caractérisait par des mobilisations prenant comme terrain la rue, dépassant largement les structures organisées et n'étant pas l'apanage des urbains et/ou des « intellectuels ». Tant dans le monde rural que dans les zones urbaines, des questions saillantes, telles que l'accès à la terre, les déguerpissements, l'agro-business, les conflits fonciers, la corruption, l'impunité, l'état des aménagements collectifs, etc. étaient très régulièrement l'objet de révoltes spontanées. S'agissant des mouvements sociaux qui ont véritablement fait vaciller le régime il y a celui de 1998, consécutif à l'assassinat de Norbert Zongo. Ce mouvement s'est étendu de manière soutenue sur plus de deux ans, sur tout le territoire, et a regroupé différentes composantes sociales. Depuis cette crise sociopolitique, on note un réel essor des mobilisations populaires. Le second, qui a lui aussi failli emporter le régime est celui de 2011. Ce mouvement populaire – dont le déclencheur avait été la mort du collégien Justin Zongo, à la suite de multiples arrestations par la police et la répression meurtrière de manifestations, revendiquant la lumière sur cette affaire – avait déjà placé le pays dans une situation quasi insurrectionnelle. À cette mobilisation s'étaient greffés une série de mutineries militaires et des conflits sociaux dans quasiment tous les secteurs

de la vie économique (de la paysannerie à l'administration, en passant par les mines, etc.). Le pays était devenu ingouvernable. Tout au long de ce mouvement social, la question de l'alternance pour 2015 apparaissait en filigrane.

AEL : Qu'est ce qui a permis aux mouvements sociaux d'octobre 2014 contre le changement constitutionnel d'aboutir finalement à la chute de Compaoré ?

Ce qui a réellement permis d'aboutir à la chute de Compaoré est le ras-le-bol d'une population majoritairement jeune (60% des Burkinabè ont moins de 25 ans) et le degré de conscientisation de cette population par rapport aux raisons réelles du sort de la grande majorité. Il est significatif qu'il n'y a pas que parmi la classe intellectuelle et urbaine que les gens montraient du doigt le régime et se révoltaient contre lui, d'abord parce qu'ils expérimentaient sa nuisance de façon très concrète (accaparement des terres, dépossession, répression, etc.). Cette dynamique protestataire doit aussi au travail d'ancrage populaire qu'ont effectué certaines organisations syndicales et associatives (Collectif contre l'impunité, Organisation démocratique de la jeunesse, Mouvement burkinabé des droits de l'Homme, Coalition contre la vie chère, etc.) qui ont élargi et politisé depuis des années l'action revendicative dans le pays. Le jour où Blaise Compaoré a démissionné, ce sont les jeunes manifestants – qu'ils soient membres d'une organisation de la société civile ou d'un parti politique ou pas – qui ont pressé l'opposition politique de demander son départ.

La mobilisation pour l'alternance s'est organisée à partir de la création du Sénat en mai 2013, perçue par le plus grand nombre comme un moyen pour Blaise Compaoré de modifier la Constitution. Le 29 juin 2013, l'opposition politique – qui avait depuis longtemps enterré la mobilisation populaire comme mode de revendication politique – appelait à l'initiative de son chef à une marche contre l'installation de cette chambre et la modification de l'article 37. Cette marche a réuni une foule impressionnante, composée de différentes classes sociales, de tous âges, militants d'une organisation politique ou civile ou pas. Ce sera le départ d'une série de marches et meetings qui connaîtront toujours une participation très importante. Dans la même période, on a assisté à la création d'une floraison d'organisations contre la modification de l'article 37, dont le Balai citoyen, en juillet 2013. La démission, le 4 janvier, de membres du bureau

politique du parti au pouvoir, dont trois caciques (Roch Christian Kaboré, Simon Compaoré et Salif Diallo, des piliers du régime Compaoré) et la création de leur nouveau parti, a aussi eu un effet retentissant. Après les mutineries militaires de 2011, notamment celle de la garde présidentielle, ayant exprimé une fragilité certaine du régime, le départ de ces caciques indiquait assez bien l'état du navire. Mais ce qui a permis la chute de Compaoré a bel et bien été la radicalité des masses populaires.

AEL : Au Burkina Faso, le Balai citoyen a pris aussi sa part dans la chute du régime de Compaoré. Qu'en pensez-vous ? Et que pensez-vous du fait qu'il ait soutenu le lieutenant-Colonel Zida ?

Indéniablement, il est parvenu à fédérer des gens ne se reconnaissant dans les organisations politiques établies, une part de la « masse critique » mobilisée contre Compaoré. Par ailleurs, il a aussi mobilisé sur des questions sociales (délestage, état des hôpitaux, etc.). En cela, c'est un mouvement important. Cependant, le balai citoyen a eu une tendance à considérer que lutter pour le départ de Blaise Compaoré était en soi suffisant et considérait que les organisations insistant sur le fait que cette exigence et la nécessité de construire un projet politique et social alternatif n'étaient pas des étapes séparées, mais indissociables, étaient de fait des alliées objectives de Compaoré. Ce travail de fond aurait sans doute évité un affaiblissement du débat sur l'après-Compaoré, qui s'est exprimé par ce soutien apporté à une tentative de détournement de la victoire populaire par le n°2 de l'ex-garde prétorienne d'un président balayé par le mouvement populaire. C'est l'expression d'un sens politique limité, voire confus : en un jour le Balai peut à la fois dire « on se méfie des politiciens donc nous restons prudents » et servir de caution au lieutenant-colonel Zida, proche de Gilbert Diendiéré, le chef d'État major particulier de Compaoré, pour qu'il prenne le pouvoir en estimant que l'armée a droit à « un minimum de confiance ».

AEL : Si la transition conduisait aux élections, pensez-vous qu'il y a une alternative politique crédible au Burkina Faso, notamment qu'en est-il des partis sankaristes ?

Le fait que lors de l'insurrection populaire, aucun homme politique n'ait été appelé par les manifestants est tout de même un bon indice de la crédibilité de

l'opposition politique formelle... Dans une opposition comptant des dizaines de partis, il n'y en a aucun incarnant une alternative. Responsable du parti l'Union pour le progrès et le changement (UPC) et chef de file de l'opposition, Zéphirin Diabré, par exemple, avait maladroitement affirmé l'an passé : « Aujourd'hui, le monde nous appartient, nous les néolibéraux ; nous l'avons vaincu et conquis » (ce qu'il a ensuite dénié). À la journaliste Anne Frintz qui l'a interrogé le mois dernier à Ouagadougou, avant l'insurrection populaire, sur son programme, Z. Diabré a répondu : « L'UPC n'a pas de programme spécifique », « le projet, c'est celui des bailleurs de fonds ». Il lui a précisé : « Dans l'opposition, il y a une unanimité dans le discours. On s'attaque tous au même problème: la pauvreté. On travaille pour une meilleure éducation, l'accès aux soins et à la santé (...) une agriculture d'export et vivrière, et surtout à une meilleure gouvernance. On doit attaquer la corruption qui est un sport national ici. (...) La différence entre les équipes de l'opposition, c'est la capacité à mettre en œuvre le programme. La volonté et l'engagement »...

Concernant les partis sankaristes, se battant à juste titre pour que justice soit rendue sur l'assassinat de Thomas Sankara, ils ne peuvent pas être considérés comme porteurs d'un projet politique (économique, social, etc.) alternatif. Si l'on en juge par la masse de gens se réclamant de Sankara, l'on peut déduire de leur faible popularité qu'ils ne semblent pas être considérés comme ses héritiers véritables en termes d'alternative politique, refus de toute domination extérieure compris.

Propos recueillis par **Moulzo**



Elections ou mascarades ?

Vigilance !

www.electionsafrique.org

Le Collectif de Solidarité avec les Luttes Sociales et Politiques en Afrique se réunit chaque mois depuis 2009 à Paris. Il inscrit son travail dans le sens d'un soutien aux démocrates africains et dans le sens d'une réforme profonde de la politique française. Réunion chaque 2e jeudi du mois, à 19h.

Interview d'HUMANIST, rappeur franco-burkinabé



www.humanist.fr

Afriques en lutte: Bonjour Humanist, vous êtes un des leaders du balai citoyen, pouvez-vous nous présenter le balai citoyen ainsi que sa genèse?

Le Balai Citoyen a été officiellement présenté, pour la première fois, par deux de ces membres fondateurs, les artistes burkinabé (Smockey et Samsk Le Jah) lors de la marche nationale contre la création du Sénat le 29 juin 2013.

Le mouvement « Le Balai citoyen », est né de l'aspiration des Burkinabé de tous horizons à se battre pour plus de liberté, de justice sociale et de sécurité. Initié par des organisations de jeunesse, des activistes des droits humains, artistes, journalistes et militants de la société civile, il se positionne comme un mouvement citoyen en lutte contre l'oppression et la mal gouvernance.

« Nous sommes un mouvement politique, et non pas un Parti politique qui est à la conquête de la gestion du pouvoir d'État ».

AEL: Compaoré à finalement quitté le pouvoir grâce à la mobilisation des burkinabés. Comment se sont déroulés ces derniers jours qui ont conduit à la chute de Blaise 'Compaoré?

Pour comprendre la chute de Blaise Compaoré et la détermination du peuple burkinabé en ce jour historique du 30 octobre 2014 il faut remonter bien avant les quelques jours qui ont précédé sa chute. L'opposition et les acteurs de la société civile dont principalement le Balai Citoyen ont multiplié les actions (meetings/concerts, conférences et débats dans les clubs Cibals, les marches...) auprès du peuple Burkinabé, nous avons contribué à un travail

de conscientisation citoyenne méthodique sur le terrain. Dans les provinces, les villes du pays, la mobilisation de la diaspora, c'est le rassemblement de toutes ses forces à l'image des brosses d'un Balai toutes unies qui ont permis de Balayer la dictature du régime Compaoré. La lutte ne date pas d'hier, elle s'est nourrie de toutes ses forces qui se sont regroupées pour que ce jour du 30 octobre 2014, le peuple burkinabé soit assez solide et mature pour se lever d'un seul homme. Que ceux qui ont subi le sacrifice ultime repose en paix.

AEL: Encore une fois, comme des révolutions arabes, ce sont les jeunes qui ont refusé et se sont battus, peut-on dire que la jeunesse africaine prend désormais son destin en main?

Avant toute chose il faut rappeler que le soulèvement populaire du Burkina Faso a dépassé le rang de la jeunesse et a rassemblé toutes les classes de la société y compris les femmes qui se sont fortement mobilisées pour contribuer à ce grand balayage. Pour revenir à la question de la jeunesse, il est indéniable que nous assistons à son éveil avec le sentiment commun d'appartenir à une nouvelle génération consciente. « Osons Inventer l'avenir » disait le capitaine Thomas Sankara, mes différentes rencontres ne font que renforcer cet idéal. Nous assistons à une révolution des mentalités de la jeunesse Africaine bien décidée à prendre son destin en main. La jeunesse Burkinabé tout comme la jeunesse Sénégalaise récemment ont mis à exécution leur idéal de changement face à tous ceux qui aurait la volonté de leur barrer la route. Un homme averti en vaut deux !

AEL: Au Sénégal, la mobilisation du 23 juin 2011 qui a conduit au mouvement M23 et a empêché le changement constitutionnel a été porté par de jeunes rappeurs ainsi que d'autres jeunes du mouvement y' en a marre. Est-ce la nouvelle stratégie pour chasser les dictateurs?

J'ai le souvenir d'une conversation avec les grands frères Smockey et Didier Awadi me disant, « Il est temps d'associer les paroles aux actes ». j'en ai compris le sens véritable en avril 2013, lors de ma rencontre pour une tournée aux États Unis avec les Rappeurs KEURGUI, fondateur du collectif Y en A marre. Nous avons passé plusieurs jours à échanger sur leur lutte contre le président Wade et de la nécessité en tant qu'artiste de se battre et se faire entendre pour dire non à une modification de la constitution par le Blaiso. Un an plus tard nous nous

sommes retrouvés pour une tournée de Meetings/concerts aux cotés des frangins du balai Citoyen, juin 2014 devant une foule massée place de la Révolution à Ouagadougou ainsi qu'à Bobo Dioulasso, l'histoire était en marche... Alors OUI, N'en déplaise à certain, les rappeurs ont aujourd'hui un réel leadership, aujourd'hui le Rap est popularisé et écouté au quotidien par un public de plus en plus grands et de plus en plus jeunes. Le rap touche directement les cœurs et les pensées. Le Vrai MC crie tout haut ce qu'une majorité pense tout bas, le rappeur doit faire son job comme le porte voix des sans voix. Les textes des Rappeurs engagés reflètent l'état de la société et du monde dans lequel nous évoluons. Quand un rappeur crie son injustice ou sa révolte dans un micro il est écouté et il dérange... Combien de rappeurs ont été menacé de morts, mis en cage ou obligés de prendre le chemin de l'exil ces derniers temps... ?

Nelson Mandela disait « La politique peut être renforcée par la *musique*, mais la *musique* a une puissance qui défie la politique. »

AEL: Vous avez organisé il y'a quelques jours à Paris une rencontre autour de Thomas Sankara en collaboration avec Y'en à marre Paris et Bruno Jaffretde thomassankara.net. L'héritage de Sankara est-il toujours présent au Burkina Faso?

« Tuez Thomas Sankara et des milliers de Sankara naitront. »

Le 30 octobre dernier, les enfants, les héritiers de Thomas Sankara ont grandi. Ils ont suffisamment grandi pour comprendre l'héritage idéologique et politique aux valeurs universelles humaines qu'il nous a légué. Sa lutte contre l'impérialisme et sa vision panafricaine est en proie de rassembler une nouvelle génération consciente Africaine dont je parlai tout à l'heure. En relisant de temps en temps ces discours, je les trouve plus que jamais d'actualité, notamment son discours sur la dette et lorsqu'il dénonce l'impérialisme, ses réformes sur l'agriculture, la santé, la place accordée au femme dans la société... Personne ne pourra jamais remplacer Thomas Sankara, modèle d'intégrité. Il est et restera à jamais une source d'inspiration pour chacun de nous. Il devrait d'ailleurs être étudié de plus près par nos politiciens... !

Concernant son assassinat Il est impératif d'éclaircir les zones d'ombres de l'enquête et que la justice soit faite, Blaise Compaoré doit répondre de ses actes et être jugé, le réseau international Justice pour Sankara y veillera.

AEL: Comment va se poursuivre la mobilisation

pour empêcher à l'armée de se maintenir au pouvoir ou d'être tenté de saboter la mobilisation des burkinabè. Faut-il continuer à rester vigilant?

Le Lieutenant Colonel Zida a pris la tête de l'armée et de l'État dans un moment de gravité pour se mettre au service du peuple Burkinabè. Il est tenu de maintenir l'ordre et la sécurité au sein du pays en attendant la mise en place d'élections libres et transparentes dans le respect des règles démocratiques. A ma connaissance il ne s'est jamais prononcé contre la mise en place d'un Conseil National de Transition composé de civils et n'a pas manifesté de volonté de confiscation du pouvoir au peuple. L'armée a pris ses responsabilités sur la demande du peuple burkinabè.

Le balai Citoyen s'est déjà exprimé par communiqué « Le parachèvement de notre révolution dépendra entièrement de ce processus de transition au cours duquel seront posés les fondements du Burkina nouveau avec une vraie démocratie, une bonne gouvernance et un meilleur vivre-ensemble. Le Balai Citoyen, prendra toute sa part dans ce processus en veillant particulièrement au respect de l'aspiration populaire à un renouveau national. »

Personne ne volera la victoire du peuple Burkinabè !

AEL: Comment faire pour mutualiser la lutte des jeunes burkinabè et permettre que cette lutte s'exporte vers d'autres pays ou les dictateurs seront tentés de changer la constitution pour se maintenir au pouvoir?

Il faut continuer les synergies que nous avons mises en place à l'image de nos liens avec les frères du mouvement Y en A Marre ou plus récemment avec le collectif Tournons la Page. Le peuple Burkinabè à donner une leçon à la plus vieille dictature d'Afrique, 27 ans de pouvoir ! Cela permet Beaucoup d'espoir!

Une révolution bien menée c'est une révolution bien pensée. Le pouvoir a peur d'une chose, c'est la puissance. La puissance est dans l'unité d'un peuple qui se lève pour dire Stop et réclamer un changement d'où l'importance de travailler sur le terrain à une conscientisation citoyenne structurée et organisée. Aucun pouvoir ne peut tenir face à la pression populaire descendue dans la rue.

Le message est clair, Messieurs les présidents, Ne touchez plus aux constitutions ! Prenez garde Les constitutions ne sont pas des costumes que l'on peut se tailler sur mesure.

Propos recueillis par **Moulzo**

Interview de Bruno JAFFRE

Bruno Jaffré, ingénieur de recherche chez un opérateur de télécommunications et écrivain, est le président fondateur de l'ONG française *Coopération Solidarité Développement dans les Postes et Télécommunications* en 1988 dont il a quitté la Présidence en 2005. Il est considéré comme le biographe du président [Thomas Sankara](#) et participe à l'animation du [site](#) qui lui est consacré. Source : wikipedia.

<http://blogs.mediapart.fr/blog/bruno-jaffre>

Afriques en lutte : Bonjour Bruno Jaffré. Vous êtes un des spécialistes de Thomas Sankara et votre site thomassankara.net est une référence pour tous ceux et celles qui sont intéressés par le Che africain Thomas Sankara. Pouvez-vous nous parler de la genèse de votre excellent site et vos rapports avec le pays des hommes intègres ?

Le site a été créé, en 2005, par un jeune burkinabè, qui a préféré tout ce temps demeurer dans l'anonymat en se faisant appeler M. X. Je l'avais repéré et l'idée de créer un site me travaillait. Il avait mis d'un coup beaucoup d'articles en ligne, mais n'était pas régulier et surtout je pensais qu'il fallait mettre les discours en ligne. Il se trouve qu'au moment où j'allais me lancer, courant 2003, il a lui-même mis les premiers discours disponibles en ligne ? Je lui ai proposé de travailler avec lui et il a accepté tout de suite. De nombreuses personnes ont un moment ou un autre apporté leur collaboration (voir <http://www.thomassankara.net/spip.php?article107>). Je m'aperçois au passage que la liste n'est pas à jour. Aujourd'hui il prend de l'importance, les gens parlent du site officiel, ce qui n'est pas le cas. Nous avons du reconstituer, tout récemment, une équipe de 3 informaticiens, qui vont s'atteler à régler tous les problèmes et ils sont nombreux qui vont améliorer grandement son ergonomie, sa vitesse et la navigation en son sein. Ce site contient de nombreux documents, vidéos, discours, témoignages, photos, mais aussi de nombreux articles d'analyse. Une importante section du site est consacrée à la présentation d'artistes qui s'inspirent de Thomas Sankara. C'est aussi le site qui abrite la pétition que l'on peut signer en ligne la pétition « Justice pour Sankara justice pour l'Afrique » à <http://thomassankara.net/spip.php?article866>.

AEL : Que ressentez-vous après la fin du règne de Compaoré, l'homme qui a assassiné Thomas Sankara et tué la révolution de 1983 ?

Une grande joie, une certaine excitation, mais aussi un grand soulagement car j'ai eu très peur. Plusieurs de mes amis étaient dans l'action. Ils seraient sans doute morts si l'armée avait tiré. Des moments comme celui-ci se jouent à peu de chose.

AEL : Le peuple Burkinabè a obtenu le départ de Compaoré qui a voulu après 27 ans de règne continuer à diriger le pays des hommes intègres. La jeunesse africaine refuse désormais de mourir de soif, de faim et de misère et n'accepte plus la mascarade démocratique. Est-ce un signe envoyé aux autres dictateurs du continent africain ?

Bien évidemment. Blaise Compaoré semblait, pour ceux qui ne connaissent pas ce pays, un des plus solides, d'autant plus qu'il était soutenu par la communauté internationale. Cette jeunesse a non seulement montré une grande énergie, un grand courage mais aussi une grande clairvoyance dans les moments les plus décisifs.

AEL : Sankara nous a légué ses idées car « on peut tuer les hommes, mais on ne peut pas tuer ses idées ». La jeunesse africaine s'est approprié le message de Thomas, de Dakar à Bobo Dioulasso, d'Abidjan à Djibouti. La jeunesse africaine représente-elle l'avenir « démocratique » de ce continent ?

Au Burkina, je ne connais pas le chiffre exact mais la population dont l'âge est inférieur à 25 dépasse les 50%. C'est dire son importance. Par ailleurs, compte tenu, d'une certaine forme de survie, elle n'a aussi pas grand-chose à perdre. On lisait souvent sur facebook, des jeunes affirmant qu'ils étaient prêts à mourir. Quand on voit les images de ce qui s'est passé la matin autour de l'assemblée nationale, effectivement cette foule pour l'essentiel composé de jeunes s'est avancé les mains en l'air au devant des forces de l'ordre qui ont finalement reculé.

Mais plus généralement, il existe désormais en ville, où se décide la vie politique du pays, une jeunesse éduquée et politisée, engagée, aguerrie aux luttes notamment les étudiants. Au Burkina, elle s'est largement imprégnée des idéaux de Thomas Sankara. Depuis plusieurs années, de nombreuses projections ont lieu à travers tout le pays des films sur Sankara. J'ai moi-même assisté, une projection, organisée par l'association ciné droit libre en plein air à Po, une ville au sud de Ouagadougou où sont stationnés les commandos. Il y avait près de 1000, près de 5 heures de film, suivis de débat. Un moment

extraordinaire qui se répète régulièrement tous les ans, puisqu'il s'agit de projection décentralisée du festival ciné droit libre.

AEL : Le combat que vous menez « Justice pour Sankara, Justice pour l'Afrique » continue. Blaise Compaoré devra t-il un jour répondre de ce crime ? Ne craignez-vous pas qu'il ait une retraite dorée dans les institutions en récompense de ses bons services ?

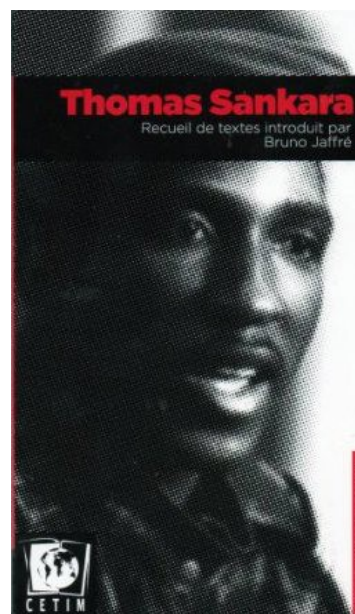
Il doit être jugé dans les meilleures conditions possibles sans pour autant attendre trop longtemps. Il doit être mis en détention quelque part et pourquoi pas dans son pays ? Dans l'attente de l'organisation de procès. Dans son pays, d'abord, pour l'assassinat de Thomas Sankara, et une enquête indépendante doit être ouverte pour en connaître dès maintenant les circonstances, mais aussi de tous les crimes commis dans le pays, crimes de sang et crimes économiques. Devant une juridiction internationale, pour son implication dans les guerres du Liberia, de Sierra Leone, de Côte d'Ivoire, pour les dizaines de milliers de morts, et les centaines de milliers de victimes, de viols, d'amputations, de torture, ou d'enrôlement de force comme enfants soldats. Malheureusement la France l'a protégé et organisé son exfiltration au risque de dégrader encore plus l'image de la politique française aux yeux des peuples d'Afrique. C'est une honte pour un criminel de cette envergure. Blaise Compaoré doit à la France, qui a contribué à forger une image d'homme de paix, et la France doit à Blaise Compaoré, pour être le digne successeur, pilier de la Françafrique (voir <http://www.monde-diplomatique.fr/2010/01/JAFFRE/18714>) d'Houphouët Boigny. Quelques témoignages sont venus appuyer la thèse de l'hypothèse d'une implication de la France dans l'assassinat de Thomas Sankara. C'est la raison pour laquelle, à notre demande, des députés du Front de gauche et EELV ont demandé l'ouverture

d'une enquête parlementaire. Elle n'a malheureusement toujours pas été mise à l'ordre du jour.

AEL : Afriques en lutte a posé parmi ses objectifs la vérité sur la mort de Sankara. Pouvons-nous converger ensemble vers la victoire finale en associant notre lutte pour la vérité, pour le peuple burkinabè, pour l'Afrique et les amis de l'Afrique.

Bien entendu il faut se rassembler. La lutte pour la justice va être ardue, difficile, longue, Blaise Compaoré est en quelque sorte un « agent de l'impérialisme », pour employer un terme familier de vos lecteurs, et il est aujourd'hui protégé par l'impérialisme et ses agents locaux.

Propos recueillis par **Moulzo**

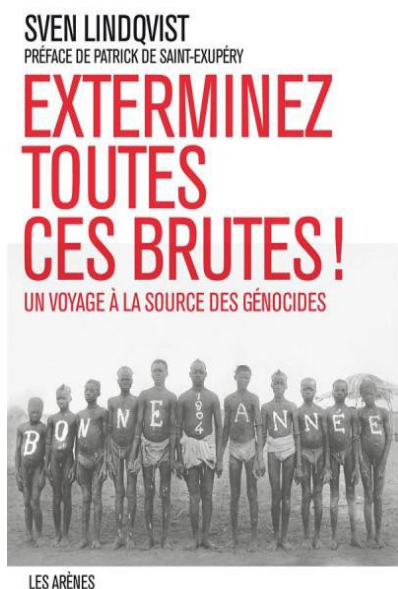


Thomas Sankara, recueils de textes introduits par B. Jaffré

THOMAS SANKARA WEBSITE
Nous avons besoin d'un peuple convaincu plutôt que d'un peuple vaincu !
LA PATRIE OU LA MORT, NOUS VAINCRONS
www.thomassankara.net

Livre : Le récit abominable de la cruauté et de la barbarie coloniale

Impossible de sortir indemne de la rencontre avec ***Exterminez toutes ces brutes!*** - Éditions Les Arènes, mars 2014 de Sven Lindqvist, un auteur plutôt méconnu en France, dont l'audience assez confidentielle lui apporte en fait une certaine reconnaissance dans la dénonciation des crimes de la colonisation européenne.



Ce livre, qui porte en effet sur la colonisation européenne en Afrique propose une série de courts textes, des instantanés qui embarquent le lecteur dans une recherche à la fois géographique et intellectuelle. Le titre choc est la phrase prononcée par un des personnages de Conrad dans *Au cœur des ténèbres*. Sven Lindqvist énonce littéralement la violence de la conquête coloniale : l'anéantissement de personnes dont l'humanité est niée. Bouleversé par cette phrase, Lindqvist se met à dérouler comme un fil rouge les faits ayant inspiré le roman de Conrad à partir des sources de l'époque. En contrepoint à une véritable recherche d'archiviste sur les racines des massacres coloniaux, il raconte son voyage sur les lieux des histoires réelles et des personnages à l'origine du livre de Conrad, tel ce capitaine belge au Congo qui plaçait les têtes d'Africains tués sur la clôture de sa maison. Sous une forme narrative, c'est à une implacable démonstration, qu'assiste le lecteur. La puissance du livre est de mettre dans une lumière crue la légitimation idéologique qui permet aux Européens de perpétrer en Afrique des crimes contre l'humanité.

C'est cette matrice raciste qui servit de substrat à la déshumanisation des « sauvages » confrontés aux « hommes blancs ». Un darwinisme social brutal les prétendait inaptes à « civilisation », il fallait donc les éliminer. Sven Lindqvist démontre magistralement que la seule supériorité européenne était d'ordre militaire et que la colonisation s'est opérée par la force et par le génocide de peuples entiers. L'idéologie raciste était en fait une justification de l'extermination par la force militaire. L'auteur relate des récits abominables de cruauté et de barbarie, qui ont été prononcés devant des sociétés savantes et des assemblées royales et princières, devant un public « civilisé », ne recevant que peu ou pas de critiques.

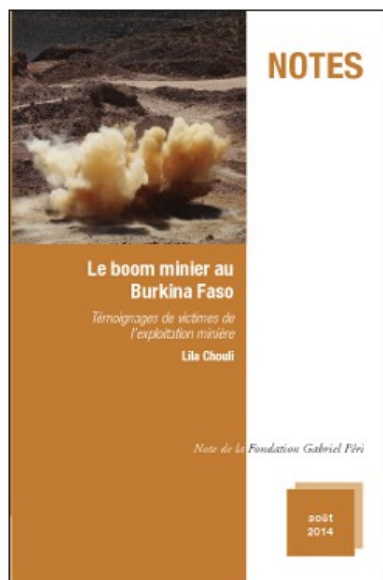
Il met totalement en évidence la généalogie européenne des théories racistes, ces mêmes élucubrations scientifiques qui ont par la suite inspiré les nazis à échelle industrielle. Pour exemple, une des nombreuses citations qui émaillent le texte de Lindqvist : « Nulle philanthropie ou théorie raciale ne peut convaincre des gens raisonnables que la préservation d'une tribu de Cafres de l'Afrique du Sud... est plus importante pour l'avenir de l'humanité que l'expansion des grandes nations européennes et de la race blanche en général. »

Exterminez toutes ces brutes! est un livre qui procède du travail de mémoire, un livre nécessaire qui met à nu la culpabilité européenne, n'épargnant pas au passage le pays d'origine de l'auteur, la Suède, qui participa sans états d'âme au processus de pillage et d'exploitation.

Cinquième édition d'un livre régulièrement réimprimé, l'ouvrage ressort en 2014 avec une préface de Patrick de Saint-Exupéry, journaliste essentiel dans la dénonciation du génocide des Tutsi au Rwanda. Une écriture précise qui souligne la continuité des pratiques coloniales et le risque réel de voir encore une société ivre d'arrogance s'octroyer au nom du « progrès » le droit d'éradiquer celles et ceux qu'elle considère comme des barbares, des brutes.

Gisèle Felhendler

A lire: Le boom minier au Burkina Faso de Lila CHOULI



grande majorité ne voit pas ses retombées. Pis, les populations environnant les sites miniers industriels sont en réalité devenues plus pauvres qu'avant l'arrivée des sociétés transnationales. Cette note, débutant par un contextualisation de l'émergence de l'industrie minière dans le pays, se veut avant tout un recueil de témoignages des victimes de l'exploitation minière dans ce pays.

L'or est une ressource non renouvelable et les conséquences économiques, sociales, environnementales, culturelles de cette exploitation auront des effets sur le (très) long terme. La situation des personnes directement impactées par cette industrie - témoignage de la dynamique actuelle d'accumulation du capitalisme - semble tellement ignorée au-delà du pays qu'il est nécessaire de les entendre.

Lila Chouli est chercheuse et travaille depuis quelques années sur le mouvement social au Burkina Faso. Elle a également publié *Burkina Faso 2011*.

Le Burkina Faso, qui n'est pas un pays de tradition minière, connaît depuis quelques années un boom minier, aurifère principalement. Si ce boom minier est censé contribuer au développement d'un des pays les plus pauvres du monde - classé 181e sur 187 pays selon l'IDH (2013) - force est de constater que la

Chronique d'un mouvement social, Tahin Party, Lyon (en téléchargement gratuit sur le site de l'éditeur : <http://tahin-party.org/chouli.html>).

ISBN 978-2-916374-83-3, Août 2014, 155 pages, 5 €

A voir: SAMBA, un film d'Olivier Nakache et Éric Tolédano



Samba, sénégalais en France depuis 10 ans, collectionne les boulots de misère; Alice est une cadre supérieure épuisée par un burn out. Lui essaye par tous les moyens d'obtenir ses papiers, alors qu'elle tente de se reconstruire par le bénévolat dans une association. Chacun cherche à sortir de son impasse jusqu'au jour où leurs destins se croisent... Entre humour et émotion, leur histoire se fraye un autre chemin vers le bonheur. Et si la vie avait plus d'imagination qu'eux ?

Adaptation du roman *Samba pour la France* de Delphine Coulin

POUR NOUS CONTACTER, e-mail: afriquesenlutte@yahoo.fr; site: www.afriquesenlutte.org